

Unité Départementale Hérault
Subdivision H2

Montpellier , le 08/04/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 17/03/2022

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

SARP OSIS SUD EST (Ex SUEZ RV OSIS SUD-EST / ex SRA SAVAC)

21 rue Joliot Curie
Zone Industrielle du Capiscol
34515 BEZIERS

Références : UD34/H2/2022/111

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 17/03/2022 dans l'établissement SARP OSIS SUD EST (Ex SUEZ RV OSIS SUD-EST / ex SRA SAVAC) implanté 21 rue Joliot Curie Zone Industrielle du Capiscol 34515 BEZIERS . L'inspection a été annoncée le 10/03/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SARP OSIS SUD EST (Ex SUEZ RV OSIS SUD-EST / ex SRA SAVAC)
- 21 rue Joliot Curie Zone Industrielle du Capiscol 34515 BEZIERS
- Code AIOT dans GUN : 0006600911
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED - MTD

La société SARP OSIS SU EST exploite depuis 1994 une unité de pré traitement des eaux hydrocarburées et de regroupement d'effluents acides, alcalins et solvantés implantée dans la Zone Industrielle du Capiscol sur la commune de Béziers.

Le site de Béziers collecte et regroupe également des déchets solides dangereux et non dangereux tels que des déchets d'équipements électriques et électroniques (DEEE), des déchets banals (papiers, cartons, plastiques) et des emballages souillés; une partie des emballages souillés est broyée sur place avant évacuation.

Les thèmes principaux de visite retenus sont les suivants :

- entretien des moyens d'intervention

- rejets eaux
- rétention

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Entretien des moyens d'intervention	AP Complémentaire du 06/11/2008, article 7.4.2	/	Sans objet
Rejets eaux	AP Complémentaire du 06/11/2008, article 4.4	/	Sans objet
Rapport électrique	AP Complémentaire du 06/11/2008, article 7.2.3	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Organisation de l'établissement	AP Complémentaire du 06/11/2008, article 7.3.1	/	Sans objet
Rétentions	AP Complémentaire du 06/11/2008, article 7.3.2	/	Sans objet
Règles de gestion des stockages en rétention	AP Complémentaire du 06/11/2008, article 7.3.4	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les écarts relevés par l'inspection peuvent faire l'objet d'une mise en conformité rapide par l'exploitant.

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : Entretien des moyens d'intervention

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 06/11/2008, article 7.4.2
Thème(s) : Risques accidentels, Entretien des moyens d'intervention
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Ces équipements sont maintenus en bon état, repérés et facilement accessibles.</p> <p>L'exploitant doit pouvoir justifier, auprès de l'inspection des installations classées, de l'exécution de ces dispositions. Il doit fixer les conditions de maintenance et les conditions d'essais périodiques de ces matériels.</p> <p>Les dates, les modalités de ces contrôles et les observations constatées doivent être inscrites sur un registre tenu à la disposition des services de la protection civile, d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées.</p>
<p>Constats :</p> <p>Vu le rapport de "constat de fin d'intervention" établi par la société UXELLO Midi-Pyrénées suite au contrôle du sprinkler le 10/02/2022: "état satisfaisant".</p> <p>Il est demandé à l'exploitant de s'assurer que les 3 non conformités relevées dans le rapport Q1 de l'APAVE sur la vérification des installations de sprinklage/déluge effectuée le 09/01/2019 ont bien été levées.</p> <p>L'inspection a constaté qu'un RIA (coté cuve résidus aqueux de 25 m³) n'était pas étiqueté comme ayant été contrôlé en 2021 alors qu'un autre RIA était étiqueté comme ayant été contrôlé en juillet 2021 (coté solvin).</p> <p>La dernière vérification des RIA notée dans le registre de sécurité date du 30 juillet 2020 (société EUROFEU SERVICES).</p> <p>Il est demandé à l'exploitant de s'assurer que :</p> <ul style="list-style-type: none">- les RIA du site ont bien tous été contrôlés depuis moins d'un an et sont en état de marche.- le registre de sécurité est bien rempli par l'organisme de contrôle des RIA. <p>Vu le procès verbal d'intervention du 19/07/2021 de vérification des extincteurs par la société EUROFEU SERVICES : pour les extincteurs n°8 et n°11 il est noté ceci: « appareil à remplacer après devis ».</p> <p>La société SARP OSIS n'a pas pu justifier à l'inspection le remplacement effectif des 2 extincteurs précités.</p> <p>Il est demandé à l'exploitant de s'assurer que les extincteurs n°8 et n°11 précités ont bien été remplacés.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites

Nom du point de contrôle : Rejets eaux

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 06/11/2008, article 4.4
Thème(s) : Risques accidentels, Rejets eaux
Prescription contrôlée : Les eaux hydrocarburées sont collectées et traitées dans une unité de traitement par électrocoagulation ; elles sont stockées dans une cuve tampon de 50 m ³ avant rejet dans le réseau d'eaux usées communal à destination de la station d'épuration de Béziers. [...] La qualité des eaux hydrocarburées après traitement au droit du point de contrôle établi en sortie de l'établissement devra respecter les valeurs maximales
Constats : L'exploitant déclare à l'inspection avoir augmenté la fréquence d'entretien des séparateurs d'hydrocarbures qui est passée d'une à deux fois par an. Il est demandé à la société SARP OSIS de s'assurer que la fréquence d'entretien de ses séparateurs d'hydrocarbures est suffisante pour garantir des teneurs en hydrocarbures en sortie de site conforme à l'article 4.4 de l'arrêté préfectoral du 6 novembre 2008. L'inspection constate par sondage que les analyses des eaux industrielles rejetées dans la station d'épuration de Béziers réalisées par la société CARSO (prélèvement des 13 et 14 décembre 2021) n'ont pas été reprises dans l'application GIDAF (Gestion Informatisée des Données d'Autosurveillance Fréquente). Il est demandé à l'exploitant de mettre à jour l'application GIDAF en ajoutant les derniers résultats d'analyses des eaux industrielles rejetées.
Type de suites proposées : Susceptible de suites

Nom du point de contrôle : Rapport électrique

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 06/11/2008, article 7.2.3
Thème(s) : Autre, Rapport électrique
Prescription contrôlée : Les installations électriques doivent être conçues, réalisées et entretenues conformément à la réglementation du travail et le matériel conforme aux normes européennes et françaises qui lui sont applicables (norme NFC 15-100 notamment). La mise à la terre est effectuée suivant les règles de l'art et distincte de celle des installations de protection contre la foudre.
Constats : Vu le rapport de vérification des installations électriques (n°R9030214-007-1) de la société APAVE du 15/02/2022 : des non conformités sont relevées dont certaines sont récurrentes malgré l'attestation de la société INEO des « levées de réserves » du 24 janvier 2022 concernant le rapport de vérification des installations électrique de l'APAVE de 2021 n°9030214-006-1. Il est demandé à l'exploitant de lever rapidement les non conformités relevées dans le rapport de vérification du 15/02/2022 précité établi par la société APAVE.
Type de suites proposées : Susceptible de suites

Nom du point de contrôle : Organisation de l'établissement

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 06/11/2008, article 7.3.1
Thème(s) : Risques accidentels, Organisation de l'établissement
Prescription contrôlée : Une consigne écrite doit préciser les vérifications à effectuer, en particulier pour s'assurer périodiquement de l'étanchéité des dispositifs de rétention, préalablement à toute remise en service après arrêt d'exploitation, et plus généralement aussi souvent que le justifieront les conditions d'exploitation. Les vérifications, les opérations d'entretien et de vidange des rétentions doivent être notées sur un registre spécial tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.
Constats : L'inspection a constaté la présence d'une consigne écrite datée du 14/03/2022 relative à la « vérification des cuves et rétentions » : RAS
Type de suites proposées : Sans suite

Nom du point de contrôle : Rétentions

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 06/11/2008, article 7.3.2
Thème(s) : Risques accidentels, Rétentions
Prescription contrôlée : Tout stockage fixe ou temporaire d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes : <ul style="list-style-type: none">• 100 % de la capacité du plus grand réservoir,• 50 % de la capacité des réservoirs associés. Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à : <ul style="list-style-type: none">• dans le cas de liquides inflammables, à l'exception des lubrifiants, 50 % de la capacité totale des fûts,• dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts,• dans tous les cas, 800 l minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-ci est inférieure à 800 l. La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir, résiste à l'action physique et chimique des fluides et peut être contrôlée à tout moment. Il en est de même pour son éventuel dispositif d'obturation qui est maintenu fermé en permanence.
Constats : L'inspection a constaté, par sondage, 4 casiers au sein du bâtiment d'exploitation servant de rétention, ces casiers semblent visuellement en bon état (non fissuré). Lors de la visite, l'inspection n'a pas constaté de non-respect de l'article 7.3. précité, notamment sur les capacités de rétention associés aux quantités de produits stockés. Par courriel du 23 mars 2022, l'exploitant a transmis à l'inspection le volume des rétentions du site.
Type de suites proposées : Sans suite

Nom du point de contrôle : Règles de gestion des stockages en rétention

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 06/11/2008, article 7.3.4
Thème(s) : Risques accidentels, Règle de gestion des stockages
Prescription contrôlée : Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention. Le stockage des liquides inflammables, ainsi que des autres produits, toxiques, corrosifs ou dangereux pour l'environnement, n'est autorisé sous le niveau du sol que dans des réservoirs installés en fosse maçonnée ou assimilés, et pour les liquides inflammables dans le respect des dispositions du présent arrêté. L'exploitant veille à ce que les volumes potentiels de rétention restent disponibles en permanence. A cet effet, l'évacuation des eaux pluviales respecte les dispositions du présent arrêté.
Constats : L'inspection a constaté que le tableau des incompatibilités entre produits chimiques est affiché au niveau des casiers servant de rétention. Aucun produit non compatible dans une même rétention n'a été observé par l'inspection lors de la visite.
Type de suites proposées : Sans suite